

DOSSIER 1 : LES ÉQUILIBRES MACRO-ÉCONOMIQUES

DOCUMENT 1 :

Indicateurs économiques du Maroc (en %)

Indicateurs	2002
Taux de croissance économique	+ 3,2
Taux de chômage	11,6
Solde courant / PIB	+ 4,1
Taux d'inflation	+ 2,8

Source : Rapport BAM 2006

DOCUMENT 2

S'il y a du chômage, c'est que le nombre de postes de travail n'est pas suffisant au regard de ceux qui désirent travailler. Il importe donc de comprendre les raisons qui conduisent l'économie à ne pas créer assez d'emplois. Pourquoi ? Pour les uns, c'est la faute à la mondialisation ou au « progrès technique ». D'autres mettent l'accent sur l'insuffisance de la demande qui freinerait la croissance économique et, du même coup, les créations d'emplois. D'autres encore y voient le résultat du fonctionnement du marché du travail, qui n'inciterait pas à créer suffisamment d'emplois pour des raisons diverses ou qui n'encouragerait pas suffisamment les chômeurs à retrouver un emploi. D'autres, enfin, mettent en avant des facteurs sociodémographiques.

Source : Déchiffrer l'économie, D. Leclerc, La Découverte 2007

DOCUMENT 3 : Variation du PIB et des recettes fiscales (RF)

Années	2003	2004	2005	2006	2007
PIB (xi)	6,1	5,2	2,4	8	2,2
Recettes fiscales (y _i)	3,6	6,4	13,4	12,8	10

Source : La Vie Économique du 16 Mai 2008

DOCUMENT 4

Au registre de la politique budgétaire, les experts du FMI estiment que le renforcement de la position budgétaire ces dernières années, et en particulier la baisse importante de l'endettement public, a amélioré l'image du Maroc auprès des investisseurs. Par ailleurs, la consolidation budgétaire a créé potentiellement un espace budgétaire pour répondre aux priorités de la politique économique, comme la hausse des dépenses d'investissement et d'éducation et la poursuite de la réforme fiscale.

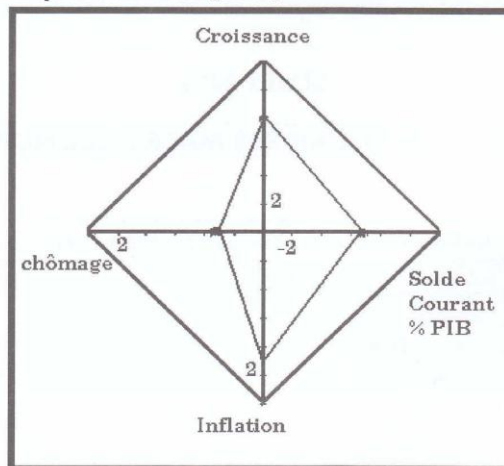
Cependant, **la flambée des cours internationaux du pétrole et de certaines matières premières a bouleversé la donne budgétaire** et ce notamment sous l'effet de la décision de ne pas répercuter la hausse des prix mondiaux sur les prix nationaux afin de préserver le pouvoir d'achat.

Au registre de la politique monétaire, BAM a bien géré la vigueur de la demande intérieure. Le niveau actuel de l'inflation reflète largement l'impact de phénomènes exogènes, et la mission considère que l'orientation de la politique monétaire reste appropriée dans la conjoncture économique actuelle.

Les décisions de politique monétaire pourraient s'avérer plus difficiles dans la période à venir si les augmentations des prix à l'importation s'avèrent durables, et si certains prix administrés sont progressivement ajustés à la hausse. Les hausses de salaires consenties dans le cadre du dialogue social du printemps 2008, qui entreront en vigueur au premier juillet, pourraient également avoir un impact sur l'inflation. En l'absence de matérialisation de ces risques, la mission prévoit une inflation moyenne d'environ **3%** en 2008. BAM est bien consciente des enjeux du nouvel environnement, et la mission note avec satisfaction sa détermination à défendre la stabilité des prix.

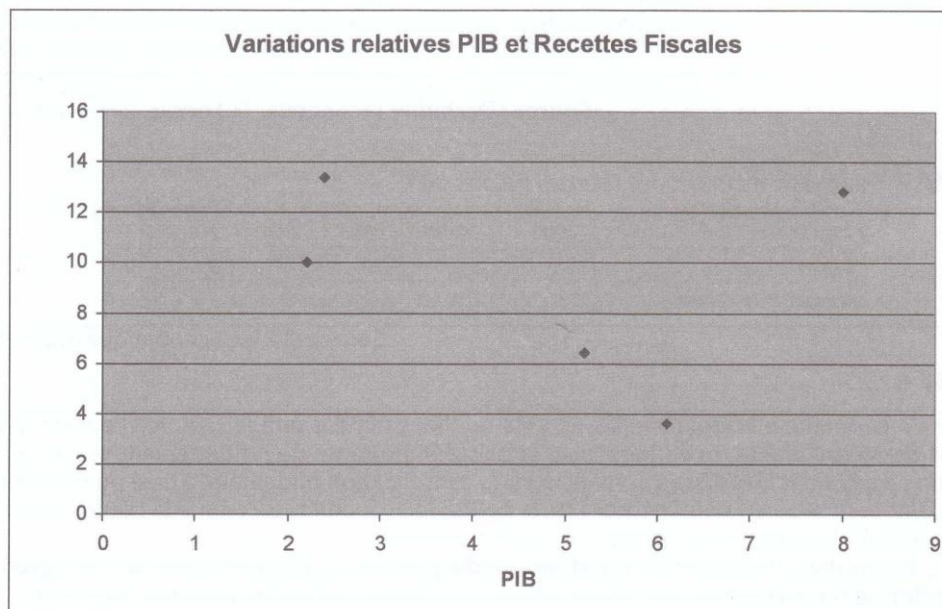
Source : Le Matin du 30 Juin 2008

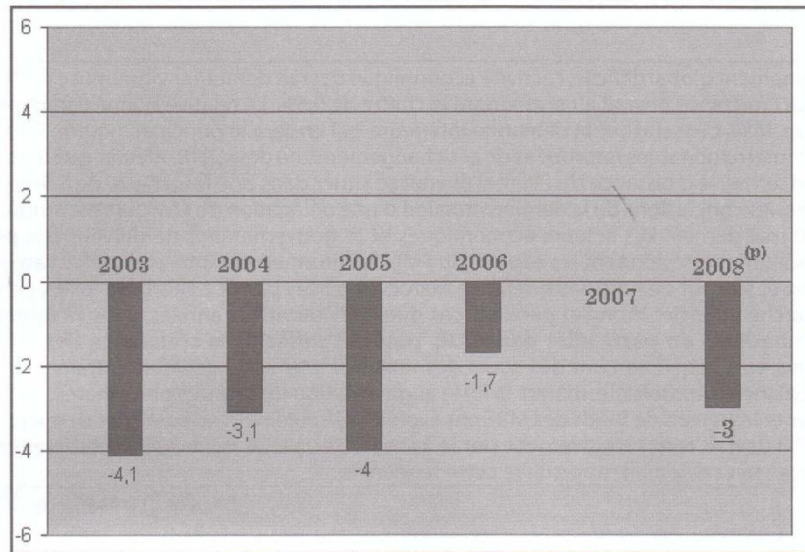
ANNEXE 1 : Indicateurs économiques du Maroc (en %)



NB : les données représentées sur le graphe ci-dessus concernent l'année 2006.

ANNEXE 2 (en relation avec le document 3)



ANNEXE 3 : Évolution du taux du solde budgétaire en pourcentage du PIB

(p) : prévisions

Source : La Vie Économique du 16/05/2008

TRAVAIL À FAIRE

1	a. Complétez l'annexe 1 à l'aide du document 1. b. Commentez l'annexe complétée.
2	a. Montrez le lien entre chômage et progrès technique d'un côté et chômage et mondialisation de l'autre. b. Dégagez du document 2, les explications théoriques du chômage.
3	a. Déterminez, à partir du document 3, l'équation de la droite de la forme $y = ax + b$, selon la méthode des moindres carrés. b. Tracez la droite d'ajustement sur le graphe (annexe 2). c. Caractérissez, à partir de l'annexe n°2 complétée, la relation entre l'évolution des recettes fiscales et celle du P.I.B.
4	a. Formulez une phrase pour exprimer le chiffre souligné dans l'annexe 3. b. Calculez et représentez la donnée manquante dans l'annexe 3, sachant qu'en 2007 le solde budgétaire était de 6 milliards de dhs et le PIB de 615,4 milliards de dhs. c. Interprétez les données de l'annexe 3
5	a. Expliquez le passage souligné dans le document 4. b. Dégagez du document 4 trois causes de l'inflation.
6	a. Donnez la signification du chiffre en gras dans le document 4. b. Citez deux moyens d'action de BAM et expliquez-en l'utilisation dans le but de défendre la stabilité des prix. c. Identifiez le risque économique qui accompagne la défense de la stabilité des prix.
7	Appréciez, à l'aide du document 4 et de l'annexe 3, l'évolution de la position budgétaire.
8	Rédigez, en une dizaine de lignes, un paragraphe argumenté et structuré sur les moyens de lutte contre les déséquilibres sur le marché des biens et services et sur le marché du travail.

DOSSIER 2 : L'OUVERTURE FAVORISE-T-ELLE TOUJOURS LE DÉVELOPPEMENT ?**DOCUMENT 1**

Malgré un environnement global difficile, l'activité économique devrait demeurer vigoureuse en 2008. C'est le FMI qui le prévoit. La croissance devrait ainsi atteindre le chiffre de 6,5%. La relative bonne campagne agricole y est pour beaucoup. Mais c'est surtout la demande intérieure qui en sera le principal moteur. Pour ce qui est de l'environnement international, les retombées de ces changements ne devraient affecter que légèrement cet indicateur. A moyen terme, la croissance du PIB réel devrait se situer dans une fourchette de 5,5% à 6%.

Ce sont, en somme, les conclusions de la dernière mission d'une délégation du FMI qui s'est rendue au Maroc entre le 19 et le 30 mai dernier. Les acteurs économiques et le gouvernement ne doivent pas pour autant s'endormir sur leurs lauriers, préviennent les experts du FMI. L'environnement international est aujourd'hui tel qu'il pose de sérieux et surtout de nouveaux défis. Le Maroc est certes plutôt à l'abri des fortes perturbations qu'a connues le marché financier mondial pendant ces quelques dernières années, mais **le ralentissement de la croissance mondiale, en particulier dans l'UE, pourrait infléchir la croissance des exportations marocaines**. De plus, le renchérissement des cours des matières premières pourrait entraîner une nouvelle dégradation de la balance commerciale, malgré la forte augmentation du prix des phosphates. Cependant, les recettes touristiques et les envois de fonds des MRE ont évolué favorablement au cours des dernières années et leur poids dans le PIB devrait rester relativement stable à moyen terme. De même, les investissements directs étrangers sont en hausse et devraient poursuivre cette tendance.

Source : Le Matin du 30 Juin 2008

DOCUMENT 2 : Comptes extérieurs

En milliards de dirhams	2006	2007
Exportations	104,9	119,9
Importations	190,5	258,7
Balance services :	+ 46,8	+ 57,6
Dont : Balance voyages	(+ 46,4)	(+ 52,4)
Balance revenus	- 4,2	- 3,4
Transferts courants	+ 55,5	+ 63,4

Source : www.oc.gov.ma, Balance des paiements 2007

DOCUMENT 3

Les relations entre agents économiques sont retracées dans le circuit économique. Un agent fictif, appelé « le reste du monde », y figure. Or, celui-ci prend de plus en plus d'importance. Les entreprises achètent et vendent à l'étranger, les touristes voyagent dans le monde entier ... Des biens et des services circulent ainsi entre les pays. La mesure de ces flux est nécessaire à l'étude de l'activité économique. Leur croissance rend les économies de plus en plus proches les unes des autres. Les entreprises peuvent également produire à l'étranger ou y trouver des sources de financement et de placement. La croissance des flux financiers estompe les frontières et renforce les interdépendances.

Source : M. Dupuy, Économie générale, BTS première année, Hachette technique 2005

DOCUMENT 4

Avec les nombreux accords de libre-échange, comment se préparent nos cimentiers pour faire face à la tombée progressive des frontières ?

Les cimentiers sondés se disent fins prêts à relever le défi de la mondialisation et à préserver leurs acquis. Mais malgré cet optimisme affiché par les professionnels, il ne faut pas sous-estimer l'effet de la concurrence internationale, notamment des pays à économie similaire avec qui le Maroc est lié par des accords bilatéraux ou multilatéraux. Vu sous cet angle, l'un des cimentiers se montre plus rationnel et reconnaît que les concurrents directs du Maroc ont des avantages compétitifs qui se résument à « un coût d'énergie faible et plus bas que la norme comparé au nôtre, une monnaie fortement dévaluée face à un dirham fort et une demande en ciment qui avait fortement baissé jusqu'en 2004 en Turquie et en Égypte. Ce qui, selon lui, a rendu ces pays plus agressifs à l'exportation ».

(...) Le marché national du ciment est dominé par une poignée d'entreprises. Les principaux acteurs sont le Français Lafarge, le Suisse Holcim, l'Allemand Heidelberg Cement, le Mexicain Cemex et l'Italien Italcementi. Ces cinq firmes se sont lancées à partir des années 90 dans une série d'acquisitions d'acteurs régionaux à

travers le monde afin d'atténuer les effets de la cyclicité de la consommation de ciment. Ainsi, l'instabilité de la consommation est réduite dans son ensemble car chaque zone conserve son caractère cyclique propre.

Au Maroc, la conjoncture est bien plus que favorable pour les cimentiers locaux. Avec les projets de construction d'autoroutes, le Plan Azur, les logements sociaux ainsi que d'autres infrastructures de base, les cimentiers marocains se frottent donc les mains. La création de nouvelles unités de production n'est pas à écarter. Une réorganisation du secteur est également envisageable.

Source : Revue Économie & Entreprises n° 83 juin 2006

DOCUMENT 5

Les grandes industries de type sidérurgie et ciment sont de moins en moins utilisatrices du circuit bancaire pour financer leurs investissements.

A en croire quelques analyses, les récents investissements des cimenteries dans des centrales électriques sont un bel exemple de ce phénomène. Ils sont, pour la plupart, financés par des fonds propres de l'entreprise et permettent en même temps de couvrir une bonne partie de la consommation électrique de l'usine, réduisant ainsi les coûts en énergie. « La relance de l'investissement est le meilleur moyen d'éponger les liquidités », rappelle le directeur de Wafa Gestion. Il souligne que le taux d'investissement n'a pas beaucoup bougé ces dernières années. Ce qui explique que l'essentiel des liquidités ait été orienté vers le marché des bons du trésor.

Mais depuis fin 2004, date de l'introduction en bourse de Maroc Télécom, les analystes et gestionnaires parlent d'une réconciliation avec le marché financier. « Nous vivons un cycle très intéressant ; il faut en profiter pour attirer plus de personnes physiques et de sorte que la tendance actuelle ne soit pas ponctuelle », note un analyste. Selon lui, les OPCVM suivent la tendance en proposant des produits nouveaux.

Source : Option citée

DOCUMENT 6

L'ouverture n'est pas la garantie absolue d'un développement rapide et durable. Pour certains PED, elle peut s'avérer néfaste. L'enfermement dans des spécialisations peu porteuses de croissance et de développement représente un piège majeur pour les PED bien dotés en ressources naturelles. Une telle spécialisation rend vulnérables les PED aux variations imprévisibles et parfois brutales des cours sur les marchés de matières premières. L'évolution des termes de l'échange peut s'avérer très défavorable à ces pays par rapport aux pays du Nord. Cela équivaut à dire que les gains du commerce seraient largement accaparés par le Nord au détriment du Sud.

Au niveau empirique, on constate effectivement une tendance à la dégradation des termes de l'échange pour les PED. Les recettes d'exportation se réduisant en valeur (ou n'augmentant pas suffisamment) face aux prix croissants des importations des biens et services du Nord.

Source : Sciences Économiques et Sociales, Terminale ES, Hatier 2007

TRAVAIL À FAIRE

1	a. Distinguez P.I.B et P.I.B réel b. Identifiez l'indicateur le plus pertinent pour mesurer la croissance.
2	Commentez le passage en gras dans le document 1.
3	a. Calculez le solde du compte courant pour 2007. b. Commentez le résultat obtenu.
4	a. Illustrez, à partir du document 2, les propos du dernier paragraphe du document 1 en effectuant les calculs nécessaires. b. Appréciez l'impact de l'évolution des IDE.
5	a. Représentez sous forme de circuit économique les relations entre les acteurs économiques mentionnés dans le deuxième paragraphe du document 3. b. Faites ressortir du document 3 l'idée qui renvoie à la notion de globalisation financière.
6	Classez le marché du ciment selon les critères type et régime de marché.
7	Montrez, sur la base du document 4, que les cimentiers doivent rester vigilants.
8	a. Expliquez le lien entre l'évolution du taux d'investissement et l'orientation des liquidités vers les bons de trésor. b. Présentez les avantages d'une réconciliation avec le marché financier.
9	a. Donnez la formule de calcul des termes de l'échange visés par le document 6. b. Caractérisez leur évolution.
10	Dégagez une explication du sous-développement du document 6.
11	Montrez que le document rejette les théories qui défendent le libre-échange.